

Mohamed Berriane (Rabat) & Andreas Kagermeier (Paderborn)

Le paradigme de la durabilité dans le dialogue Nord/Sud : une introduction à la thématique du colloque

Tel que nous l'avons conçu, le programme du colloque et les communications qui ont été présentées et discutées dégagent trois grands thèmes et qui sont :

- 1) la problématique du développement durable avec les deux sous-thèmes du patrimoine et de l'écologie,
- 2) celle de la mobilité à travers les transformations et défis socio-économiques et les tendances, tensions socio-politiques et société civile et
- 3) celle de l'ouverture et des échanges sous l'angle des défis économiques de l'intégration à l'Europe et de la mondialisation.

Pour proposer un cadre à la discussion de ces différents thèmes on peut les ramener au concept de plus en plus galvaudé de la durabilité et les différentes manières de le concevoir selon les époques mais aussi les points de vue selon qu'on perçoit le problème du point de vue du Nord ou du Sud.

La conférence de Rio de 1992, qui avait consacré ses travaux au développement et à la coopération a créé un slogan pour le débat public des années 90 qui va nous accompagner d'une manière ou d'une autre dans le nouveau millénaire. Après Rio, ce concept de développement durable a été plus qu'aucun autre, abordé dans des contextes très différents. C'est probablement et justement le flou qui entoure ce concept qui a contribué à son succès temporaire. Le concept de durabilité peut, en effet, être chargé de contenus très différents et c'est ainsi qu'il a connu, selon le contexte et l'intention des différents acteurs, des interprétations multiples.

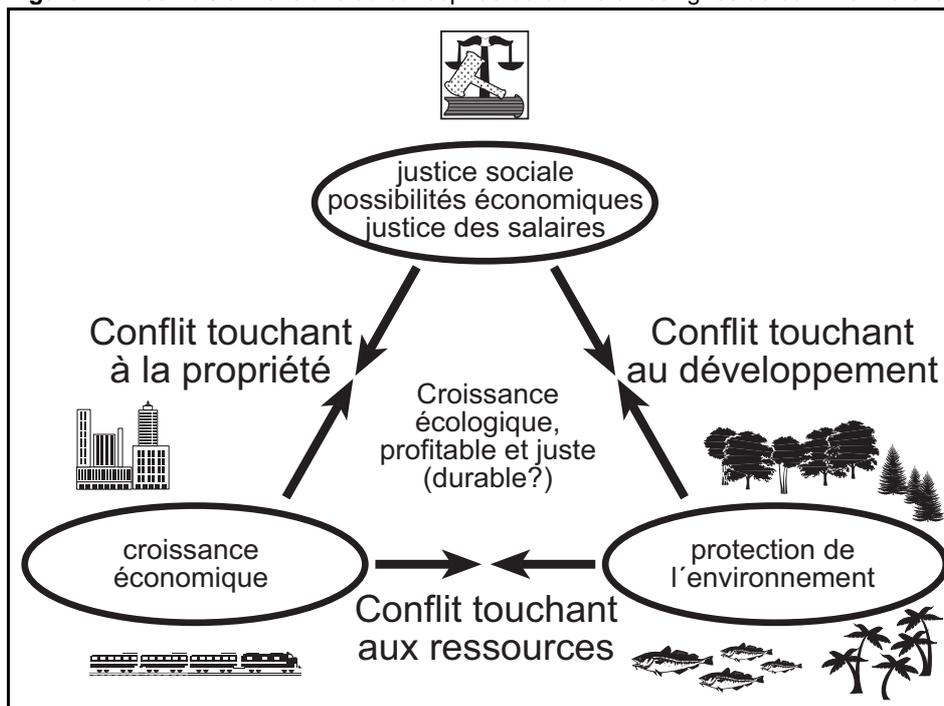
Les premières années de son apparition ont été marquées par une euphorie considérable dans son utilisation. La formule magique pour résoudre tous les problèmes latents et non résolus de l'humanité depuis des décennies (sinon depuis des siècles) semblait être trouvée. Il suffisait de l'appliquer pour pouvoir entamer un nouvel « Age d'or de la durabilité ». Sous le concept de durabilité, sont effectivement discutées des revendications qui, observées une par une, ne sont pas tellement récentes, mais pour la première fois, elles sont reprises de façon intégrale dans ce nouveau contexte.

Dans le courant de la deuxième moitié de la décennie 90, déception et scepticisme ont pourtant entouré ce paradigme, et ce surtout suite aux résultats très modestes des conférences de Rio qui suivirent et aux progrès plutôt mitigés, au niveau national et communal. C'est ainsi que la notion de durabilité est probablement sur le bon chemin pour devenir une expression mal vue de la nouvelle décennie. Cette contribution a pour but de refléter le débat sur la durabilité et « le processus de l'AGENDA 21 » qui en a découlé au cours des dix dernières années. Le but en est d'identifier les principaux points faibles du débat. A ce propos, nous allons surtout constater les problèmes de communication entre le nord et le sud. Ce résumé a pour but la formulation des conditions d'une nouvelle discussion sur la durabilité, qui, libérée des illusions de la dernière décennie, devrait pouvoir présenter des perspectives plus réalistes.

1 L'illusion d'un âge d'or de la durabilité

Le premier point faible de ce débat concerne la notion même de durabilité. Le principe de base de la durabilité tient son origine de l'exploitation du bois et, par conséquent, relève du domaine de l'exploitation des ressources. L'exploitation forestière durable est une forme d'utilisation de la forêt qui repose à la fois sur la conservation de la ressource et sur son utilisation. Ce modèle de la relation de l'homme avec son environnement est, à première vue, plutôt sympathique et convaincant. Eviter de surexploiter en gardant en perspective une utilisation à long terme, semblerait tout à fait favorable à un système d'exploitation forestière relativement fermé et à peu de composantes, et ce modèle décrit un état vers lequel il faudrait aspirer. De même, comme principe didactique simplifié, ce modèle semble approprié pour décrire la relation de l'humanité avec la planète Terre. Si l'on projette ce principe sur le développement d'une société qui, contrairement à l'exploitation forestière, présente un système plus complexe et plus ouvert, cette conception se réduit de façon inadmissible et voile plus qu'elle ne contribue à la

Figure 1: Les trois dimensions du concept de durabilité et les lignes de conflit entre elles



compréhension des liens du système. Lorsque le paradigme de base de l'impératif catégorique a été choisi, lors du siècle des Lumières, comme slogan pour l'interaction entre les hommes, le concept de durabilité semblait approprié à décrire un état idéal des interactions entre l'homme et l'environnement.

Ainsi on comprend souvent la durabilité de façon téléologique puisqu'elle devrait permettre de tendre vers un état d'équilibre. La durabilité signifie que le concept est, dans une large mesure, compris et utilisé sous forme normative. Du but ultime de la durabilité sont déduites les conditions nécessaires pour tendre vers un certain développement.

Dans la discussion actuelle par contre, on ne s'intéresse que peu à la question du rapport dans lequel ces trois dimensions se situent. Une observation plus précise de la constellation de base de ces dimensions montre que l'espoir prodigué dans des discours de salons est faux. Dans ces discours, on prédit qu'il suffit de prolonger et de synthétiser les trois dimensions dites en symbiose, pour avoir une forme d'âge d'or de la durabilité. En fait, le principe de durabilité signifie tout autre chose qu'un âge d'or car cette association ressemblerait plutôt à une lutte et à une dispute entre les trois dimensions qu'à une synthèse harmonieuse de celles-ci. Ces trois dimensions s'excluent entre elles ou du moins, sont incompatibles. Ainsi la revendication d'une croissance économique se trouve être depuis plus de 2000 ans en conflit avec l'idée de justice sociale. Même la tentative de trouver une solution par une approche socialiste échoua, laissant en place cette problématique non résolue (cf. *figure 1*).

De même, le conflit entre le développement économique et l'utilisation des ressources a toujours été présent et ne s'est accentué, que dans les dernières années. La ligne de conflit entre l'environnement et la possibilité d'épanouissement individuel et sous-tendue par la croissance démogra-

phique des deux siècles derniers. Ces lignes de conflit touchent, en raison du développement économique inégal, aussi les relations entre les pays du Nord et les pays du Sud.

2 La dominance de la composante écologique

Le débat public n'est pas encore conscient de l'incompatibilité des trois dimensions de la durabilité car il est, dans une large mesure, marqué par la dimension écologique.

Cette interprétation unilatérale de la problématique de la durabilité provient probablement de l'idée que la durabilité, en tant que concept normatif est fortement liée à la discussion des limites des ressources. Cette discussion a ses racines dans les réflexions de MALTHUS au 18^{ème} siècle, qui se sont consacrées à la production de produits alimentaires devant faire face à la croissance de la population. Dans la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, cette discussion s'est prolongée grâce aux rapports du Club de Rome, créé en 1968, et dans lesquels on rappelle au public le problème de la limite des ressources.

De plus, ce n'est sûrement pas une coïncidence que la conception de durabilité souhaitée, trouve son origine dans la problématique de l'exploitation forestière répondant à ce principe écologique dans lequel elle s'est enracinée. Ainsi, on peut comprendre que la réflexion au sujet de la durabilité se soit orientée dans cette voie de la discussion.

Le troisième contexte qui explique cette focalisation de la discussion sur les aspects écologiques provient du point de départ de la discussion de Rio. Une des principales causes qui ont amené la conférence de Rio de 1992 était l'augmentation des émissions de CO₂, en raison de l'utilisation croissante de carburant fossilisé. Un des principaux buts de la conférence était de se mettre d'accord sur une convention

pour la réduction de ces émissions. Et ceci en raison de l'effet de serre induit et des transformations climatiques, y compris l'hypothèse d'une augmentation du niveau des mers et des océans.

Ainsi, dès le début, la discussion se focalisait sur la nécessité de la réduction des nuisances anthropogènes qui affectent l'écosystème, et menacent l'environnement. Cet appel de Rio a rencontré dans les pays industrialisés un mouvement écologique engagé, dont l'action engagée dès le milieu des années 70 vise à réduire les méfaits de l'utilisation de l'environnement. Dans plusieurs pays, cette diffusion de la pensée écologique a débouché, au cours des années 80, sur son institutionnalisation au niveau politique, ce qui a eu comme conséquence la création de ministères et d'administrations spécialisés. Les discussions au sujet de la durabilité, les initiatives des groupes de travail de l'AGENDA et les divers forums qui ont fait suite à la conférence de Rio, ont été essentiellement le fait des institutions et les acteurs s'activant au profit de l'environnement. Par contre, les institutions et acteurs orientés vers les domaines économiques, politiques et sociaux se sont beaucoup moins engagés.

L'accent mis dès le début sur la dimension écologique s'est considérablement renforcé lors de l'exécution et de l'institutionnalisation aux échelles nationales et communales. Ceci fut particulièrement le cas lors de l'application de l'AGENDA 21 à l'échelle communale dans les pays industrialisés. C'est ainsi qu'on a vu se développer dans plusieurs communes un grand nombre d'activités et de réalisations où les aspects écologiques sont mis en avant. En fait, les mesures concrètes prises dans les communes des pays industriels pour l'application des objectifs de l'AGENDA 21 – mise en place d'installations solaires, descelllement des surfaces bétonnées, utilisation de l'eau de pluie – traduisent l'application des mesures visant l'économie de l'énergie. Ceci est probablement le résultat de cette constellation d'acteurs.

Comme autre conséquence du poids donné à la dimension écologique, on remarque aussi une orientation vers la politique des projets. Cependant, la somme des projets, même s'ils sont bien conçus, ne remplace pas un processus de développement durable. Par ailleurs, réduire fortement la discussion sur la durabilité à la seule dimension orientant le projet vers les aspects écologiques, présente divers avantages pour la politique. L'un de ces avantages est de pouvoir démontrer la réussite concrète du projet. De même que se concentrer sur un aspect partiel peut-être vu, consciemment ou inconsciemment, comme une stratégie pour éviter une confrontation avec le noyau très conflictuel de la discussion.

Ainsi, il nous manque jusqu'à maintenant, un débat normatif entre tous les groupes sociaux à propos des objectifs et des méthodes d'approche à adopter pour une modernisation sociale complète, devant déboucher sur un développement durable.

3 Développement et durabilité

Jusqu'à présent nous avons essayé de démontrer que, dans le débat sur la durabilité, celle-ci se réduisait à l'une de ses

trois dimensions, la dimension écologique. A travers cette tendance, observable également au niveau international, on peut aussi voir que la deuxième racine du processus de durabilité est systématiquement ignorée. Celle-ci rappelle également une pensée du siècle des lumières qui apparaîtra pour la première fois dans la constitution américaine comme un droit fondamental de l'homme : l'aspiration individuelle vers une prospérité matérielle.

Dans les pays industrialisés, le processus de Rio est rarement conçu comme faisant partie du dialogue nord-sud. Le rapport de Brundtland « Our Common Future » (i.e. « Notre futur commun ») de 1987 montre bien cet aspect. En prolongeant le paradigme de développement de la fin des années 70 et du début des années 80 dans lequel la perspective de développement économique pour les pays du sud apparaît comme prioritaire, ce rapport voit l'environnement et le développement comme une unité et non comme une opposition et essaie même d'y percevoir des domaines de complémentarité.

Face à cela, les représentants des pays du sud ont formulé d'autres priorités visant à un développement durable. En prolongeant la discussion des années 80 sur un nouvel ordre mondial, ces pays ont réclamé un large amortissement des dettes, de réelles conditions d'échanges plus égales et un droit égal d'intervention dans les conférences internationales et les institutions.

Après la première euphorie du début de la décennie 90, l'évolution, aujourd'hui pessimiste, du débat sur le processus de durabilité, répandue au niveau global, est sûrement liée, entre autre, à cette incompatibilité de la conception entre les pays du Nord et ceux du Sud. Chaque partie essayait de donner à la discussion le contenu qui dictait à l'autre partie le plus d'obligations et d'adaptations.

Les représentants du système politique cherchent la persistance du statu quo dans leurs états et projettent sur les autres parties la nécessité d'adaptation et de transformation. Ceci permet, d'un côté, la stabilité politique dans les Etats mêmes mais, d'un autre côté, ceci mène l'action, en vue d'un développement orienté vers la durabilité, vers une impasse. Ce n'est qu'en initiant un débat au niveau communal, régional, national et global, visant à traiter des buts et des méthodes pour une modernisation de la société en vue d'un développement durable, que l'on arrivera à dépasser les blocages réciproques au niveau global.

4 Plaidoyer pour une compréhension orientée vers le processus et le dialogue de la durabilité

Si on revient maintenant au triptyque de la thématique de durabilité et aux conflits existant entre ses trois éléments, il me semble qu'une possibilité pour avancer dans l'avenir, serait la compétence d'une société à aborder ouvertement ces conflits. Quelles que soient les solutions à envisager, elles doivent obligatoirement entrevoir des compromis qui ne pourront satisfaire complètement les trois dimensions. Cela signifie que tous les acteurs doivent, tout d'abord,

comprendre que le principe constituant de la discussion de durabilité est le fait, qu'il n'y a pas de solution qui satisfasse complètement chacun des acteurs ou groupes. C'est pour cela que l'on réclame aussi d'importantes concessions.

Ainsi, engager des débats et susciter une prise de conscience ont plus de poids que concevoir des projets et des mesures à prendre. Un consensus social large est une condition nécessaire pour permettre une politique visant vers plus de durabilité. Nous sommes évidemment conscients que cette image d'une société mondiale ouverte sur le débat et respectant le principe de durabilité est plutôt une utopie. Mais c'est justement ce qu'elle devrait être. Le sens littéral de la racine grecque d'utopie ne signifie-t-il pas « Le non lieu, le nulle part ». Les utopies présentent un idéal qui bien qu'il ne puisse jamais être atteint, sert pourtant comme référence à l'action. Pour comprendre la durabilité, on peut aussi dire selon la formule allemande « der Weg ist das Ziel », autrement dit : « Le chemin c'est déjà le but ».

5 Nécessité de considérer différentes échelles spatiales

Le thème de la durabilité et son corollaire la dégradation de l'environnement gagneraient vraiment à être menés à différentes échelles spatiales. Cependant on doit reconnaître que les discussions les plus médiatisées se situent au niveau international à l'occasion des grandes réunions et conférences qui réunissent pays riches et pays moins riches pour examiner le futur de la planète.

Or, on doit rappeler trois points essentiels à propos de ces discussions qui se placent au niveau planétaire :

- outre les difficultés de communication entre les pays du Nord et les pays du Sud, ces derniers ne sont pas en position d'influencer ces débats. On peut se rappeler ici qu'à propos de la nécessité de la réduction des émissions de CO₂, par exemple, à la Conférence de Rio en 1992, les Etats décidèrent de ne pas décider, alors qu'à celle de Kyoto, 1997, on a mis en place le principe du « permis d'émission » négociable, puisque un pays peut vendre son droit de polluer à un autre et même le droit de s'emprunter à soi-même le droit d'émettre ; ce qui revient à reporter les contraintes sur nos descendants. Et il est bien évident que dans ce cas ce sont certains pays – les plus riches bien sûr – qui pourront acheter ce droit.
- Par ailleurs lorsque, pendant les années 90, la question de la durabilité fut intégrée dans le dialogue Nord/Sud, le débat était marqué au Maroc et dans les autres pays en voie de développement par la crainte que ce sujet soit utilisé par les pays industrialisés, en s'appuyant sur l'argument des conséquences écologiques négatives, pour freiner le développement des pays du Sud. Ceci était la conséquence du fait qu'au début du processus de discussion, on s'était fortement concentré sur l'importance justement de ces émissions de CO₂ sur le climat et partant on s'était fixé comme but la réduction de ces émissions. Il était, et il est toujours légitime pour ces pays de défendre l'idée selon laquelle il est d'abord nécessaire de garantir les bases économiques et d'assurer

un développement suffisant pour garantir, dans un deuxième temps, une prise de conscience et des moyens permettant de garantir des structures écologiques plus saines. Autrement dit on ne pouvait demander à des populations qui ont faim de veiller à la sauvegarde de l'environnement : la question était donc une question de hiérarchie des priorités : le social et l'économique venant avant l'environnement. Il est bien évident que l'on peut rétorquer à cette argument le fait qu'une fois ce développement atteint il sera peut être trop tard.

- Au cours des dernières années, le débat a sensiblement évolué au Maroc et ce dans deux directions. D'une part, on a de plus en plus conscience que la non prise en compte des aspects écologiques peut avoir des répercussions négatives sérieuses sur l'économie et la qualité de la vie ; mais en même temps, le débat sur la durabilité s'est élargie et ne porte plus et de façon exclusive sur les seuls aspects écologiques.

Et c'est là où la thématique devient extrêmement intéressante et que des champs pour la mobilisation des efforts dans le domaine de la durabilité et de l'environnement s'ouvrent. En effet, la durabilité et la gestion des ressources se pose en des termes différents et nécessite des solutions de natures différentes selon que l'on se place au niveau local (avec même la nécessité de distinguer trois sous-niveaux dans ce cas et qui sont le milieu urbain, le milieu rural et l'interface entre les deux), au niveau régional, ou national ou international.

6 Nécessité de tenir compte de façon plus explicite de la dimension culturelle

En plus de la dimension économique désormais intégrée dans les débats sur la durabilité, il semble que la dimension culturelle est peu ou pas du tout abordée et lorsqu'elle est abordée elle l'est en appendice.

Les rapports entre durabilité et cultures se déclinent en termes de ruptures brutales du legs culturel qui par la force des choses vont à l'encontre de la durabilité. L'exemple des rapports entre le tourisme et le patrimoine dans son sens le plus large peuvent illustrer ce type de ruptures. Dans une société de plus en plus mondialisée et glorifiant les loisirs et la réalisation de soi à travers les voyages, la demande touristique peut déboucher sur la commercialisation de la culture et la grande question qui s'impose alors est peut-on commercialiser la culture sans la défigurer et sans la déraciner.

Une demande massive du tourisme sur les articles de l'artisanat peut avoir des effets pervers. L'artisanat, tout en profitant de la demande touristique perd en qualité puisque cette demande se fait parfois au prix d'une dégénérescence dramatique du produit fabriqué. L'affectation au tourisme d'une partie du patrimoine architectural qui tombe en ruines peut aider à trouver les fonds nécessaires à sa rénovation, mais cette utilisation touristique aboutit parfois à sa dégradation de façon irréversible. Il est, en effet, difficile de sauve-

garder l'authenticité de ce produit culturel en le commercialisant comme produit de tourisme de masse, alors que c'est cette authenticité même qui fait sa valeur commerciale. Ce sont des exemples parmi d'autres qui illustrent une véritable rupture.

S'ajoutant à cela d'autres ruptures non moins graves marquent la société tels les rapports avec l'héritage urbanistique et l'identité des villes de demain, l'arrêt brutal de la transmission orale de la tradition suite à la diffusion de la télévision qui réduit les contacts entre les parents de différentes générations, la diffusion de ce que certains appellent déjà la Culture McWorld, culture qui nivelle et absorbe les cultures locales tout en se parant dans un premier temps et avant de les ingurgiter des couleurs de ces cultures locales.

La préservation des acquis hérités et le recours à la culture notamment locale est une nécessité pour toute existence au présent et au futur et il est évident que cette série de ruptures ne permettra aucunement que se réalise la durabilité tant recherchée. Il est donc urgent qu'aujourd'hui et parallèlement au débat se situant au niveau planétaire, que s'intensifie un débat au niveau local et régional et qui focalise ses efforts outre sur les défis écologiques et économiques sur ceux qui ont trait à la culture.

Cette priorité à accorder au culturel nous a poussé à commencer volontairement nos travaux par un panel réservé au devenir du patrimoine alors que d'habitude on commence par l'écologique ; ceci non pas pour enlever son importance à l'écologie mais pour attirer l'attention sur la non prise en compte de manière satisfaisante de la dimension culturelle.

Ces débats qui porteraient de manière intense sur la réactivation du culturel à la fois national, local et régional pourraient faire appel justement à la coopération internationale et à l'ouverture sur les expériences des autres nations.

Ceci nous amène à formuler quelques réflexions à propos du troisième thème. Reconnaissons-le, les domaines les plus recherchés par les pays du sud et parmi eux le Maroc dans le cadre du partenariat, qu'il soit bilatéral (Maroc-Allemagne) ou multilatéral et pour lesquels il y a le plus d'offres de la part des pays du Nord reste limité aux aspects techniques et technologiques. Il y a certes quelques efforts de diversification notamment dans le programme du partenariat européen avec les pays méditerranéens mais cela reste encore insuffisant. Or, il semble que le Maroc peut apprendre énormément d'un pays comme l'Allemagne dans le domaine de la consolidation des cultures et des héritages en particulier au niveau local. On n'irait pas jusqu'à réclamer comme on le fait quelques fois que le Maroc s'inspire du modèle des landers, car on oublie que ce modèle est le résultat d'une

longue histoire parfois tumultueuse et de ce fait difficilement transposable. Mais le culte du local, de son histoire et de sa culture peut être un exemple. Au risque d'être taxé d'utopique, on pense que les problèmes de l'environnement, de la durabilité à quel niveau que cela se place (national ou planétaire) passe par une sorte de révolution des mentalités à travers un véritable militantisme citoyen partant du local et redonnant confiance aux entités qui s'identifient à tel ou tel terroir et qui peuvent faire preuve d'une prise de conscience surprenante des intérêts écologiques et de développement.

L'observation sur le terrain confirme effectivement que des initiatives locales sont prises un peu partout et qui démontrent qu'il y a des ressources au niveau local et qu'il y a énormément de choses à entreprendre à ce niveau. La société civile qui connaît un début d'organisation s'investit également et on assiste à une véritable inflation d'associations de développement local, de protection de l'environnement etc. Les ONG nationales et internationales encadrent et accompagnent le mouvement, mais tout cela n'est pas suffisant. Il manque en effet une vision claire, globale et complète au niveau officiel et un travail de sensibilisation à grande échelle par le biais de campagnes orchestrées à différents niveaux : bref un projet sociétal du local considérant que ces populations sont majeures, qu'elles recèlent des ressources appréciables et qu'elles sont composées d'hommes et de femmes qui sans être ingénieurs peuvent être ingénieux, sans être industriels peuvent être industrieux et sans être entrepreneurs peuvent être entrepreneurs.

Dialogue permanent entre tous les acteurs sur la notion de la durabilité et prise en compte de la dimension culturelle locale et régionale dans son sens le plus large, nous semblent être des conditions incontournables pour tendre vers cette durabilité. Avec la composante économique, toujours fondamentale, ces deux éléments fournissent la matière de nos discussions. Dans ce sens, le 6^{ème} colloque maroco-allemand été conçu comme un essai d'ouverture d'un dialogue pluridisciplinaire qui nous fait dépasser les limites étroites de nos disciplines. Autrement dit, au sein d'un « microcosme académique », simuler la constellation d'un vrai monde et en même temps anticiper pour entamer le chemin vers plus de durabilité. Un autre objectif est assigné à cette rencontre. En approfondissant ces débats, notre souhait est qu'on puisse dégager de nouvelles pistes de recherche pouvant servir de base à une continuation du partenariat maroco-allemand en matière de recherche en sciences humaines et sociales, car il faut également assurer la durabilité de ces rencontres.

Auteurs:

Prof. Dr. Mohamed Berriane
UFR « Développement et Aménagement Régional au Maroc »
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
Université Mohammed V
BP 1040, Rabat (Maroc)
E-mail : berriane@fusion.net.ma

Prof. Dr. Andreas Kagermeier
Angewandte Anthropogeographie und Geoinformatik
Fachbereich 1
Universität Paderborn
D-33098 Paderborn (Allemagne)
Andreas.Kagermeier@uni-paderborn.de

